

Bulletin d'histoire politique

Mémoire et histoire

Robert Comeau and Gordon Lefebvre



Volume 5, Number 3, Summer 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063618ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063618ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Comeau, R. & Lefebvre, G. (1997). Mémoire et histoire. *Bulletin d'histoire politique*, 5(3), 5–8. <https://doi.org/10.7202/1063618ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Mémoire et histoire

L'Association québécoise d'histoire politique a maintenant cinq ans. Le thème de ce numéro: Mémoire et Histoire, nous offre l'occasion de rappeler l'esprit qui anime les activités de l'AQHP. C'est le 10 avril 1992, en effet, qu'a été fondée cette association qui regroupe des gens du milieu de la recherche, de l'enseignement, de l'archivistique, de la politique et du journalisme. Depuis 1992, l'AQHP a favorisé le dialogue entre chercheurs de divers horizons et la promotion de l'histoire politique à travers son *Bulletin d'histoire politique*, ses soupers-causeries et ses colloques.

En cinq ans, nous avons été témoins de deux référendums: un sur l'entente de Charlottetown (1992), l'autre sur la souveraineté du Québec (1995); et de deux élections générales: Ottawa (1993), Québec (1994). Si nous nous penchons aujourd'hui sur les rapports qu'entretiennent la mémoire et l'histoire, c'est bien parce que ces événements et leurs suites n'ont pas cessé de nous convier à une réinterprétation du passé.

«Sans mémoire, pas d'identité possible», nous dit Jean-Luc Gignac. C'est dire combien l'identité québécoise — eh oui, la sempiternelle question québécoise! — surdétermine les débats: «Question toujours posée, jamais résolue», comme le disait de Gaulle à propos de la question ouvrière (Discours du Premier mai 1952 aux ouvriers parisiens). Nul ne peut y échapper, encore moins les historiens et ceux qui s'intéressent aux questions d'histoire.

C'est à l'historien, nous dit Juliette Le Plomb, que revient la tâche d'effectuer le passage de la mémoire à l'histoire, passage souvent obstrué par la «mémoire collective» qui agit parfois à la manière d'une censure, tant pour les vainqueurs que pour les vaincus, comme c'est le cas avec la guerre d'Algérie. La Conquête de 1760 (ou, selon l'autre point de vue, la défaite du

Canada français) pose chez nous un problème semblable. En fait foi ce commentaire de Marcel Olskamp (*Spirale*, mars-avril 1997) sur l'essai de Jean-Marc Léger paru dans le numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 5, no. 1) portant sur l'enseignement de l'histoire: «on voit mal (...) comment le rappel incessant de cet événement — qui est surtout, ne l'oublions pas, une *défaite* — pourrait stimuler la fierté et la «confiance en soi de notre société».

À ce problème s'ajoute une nouvelle difficulté, constate Gilles Laporte: le passage «du mode d'expression traditionnel des chercheurs à une diffusion sur les réseaux virtuels». Ce vaste village cybernétique qu'est l'Internet a tendance à atomiser les communautés nationales par le biais des intérêts individuels. Mais c'est parfois en se servant de lui comme appui que l'on dépasse l'obstacle. Créateur d'un site sur les Patriotes, Gilles Laporte nous offre ses réflexions sur ce nouveau support de la mémoire dont les ressources pédagogiques sont encore peu exploitées.

D'où vient l'identité québécoise, et dans quelle forme de civilité s'inscrit-elle? Comme le souligne Jean-Luc Gignac, une culture se développe mal sur le vide. La réflexion sur la vie présente et sur l'état de la mémoire implique une reprise de tout le passé. La nation québécoise cherche une assise territoriale qui permette à sa culture de s'épanouir et, sur le plan proprement politique, un cadre qui convienne à la profonde mutation enclenchée par la Révolution tranquille, qui a introduit dans l'interprétation de l'histoire une rupture qui nous contraint à revoir notre passé et à relire nos historiens en les ramenant à une figure nouvelle de notre devenir.

Dans un essai publié dans *Le Devoir* des 26 et 27 mars 1997, Gérard Bouchard affirme que la nation québécoise s'est donné un nationalisme d'émergence qui se distingue très nettement du nationalisme canadien-français, mais pour que cette conception de la nation triomphe, il nous faut reprogrammer le passé et rajeunir la mémoire: «La nouvelle conception de la nation invite (...) à remodeler les mailles de la mémoire collective, tout en la reproduisant comme composante (indispensable) de l'identité nationale. Dans cette direction, deux voies sont à éviter. La première consiste dans la promotion d'une mémoire acrimonieuse des traumatismes (...) sans horizon positif pour l'actuel (...) La deuxième voie à éviter est celle de l'amnésie, ou celle d'une mémoire aseptisée qui finirait par ne plus indisposer personne parce qu'elle aurait perdu toute signification pour tout le monde. La voie que nous préconisons consiste à ouvrir la mémoire collective pour insérer les luttes nationales canadiennes-françaises dans des trames universelles, dans une

histoire collective comparée qui livrerait des horizons créateurs pour le présent et pour l'avenir». Nous souscrivons à cette perspective.

En histoire comme en littérature, une des fonctions de la critique est d'indiquer ce qu'il faut relire et de quelle façon. Et comme l'histoire littéraire, celle des interprétations historiques engendre inévitablement des querelles. L'histoire d'une revue vivante est faite en grande partie des querelles de ses lecteurs. Qu'elle écarte les textes polémiques qui lui sont proposés et la revue s'anémie. Débattre? Oui, mais comment? Il ne s'agit pas de ce *pruritus disputandi* que distille *Cité libre*, qui est une recherche de la dispute pour la dispute, où la véhémence même des réponses nous renvoie encore plus fortement dans la problématique infernale. C'est vers un débat public et ouvert qu'il faut tendre, un débat qui laisse infuser les questions. Pas de dénigrements abusifs, pas de polémiques *ad hominem*, mais une action critique équilibrée. Les débats que nous encourageons sont des dialogues qui permettent de rendre manifestes les conflits latents qui traversent notre culture, comme en témoigne ici le texte de Robert Lahaise qui réagit à la boutade lancée il y a dix ans par le cinéaste Denys Arcand.

Nous croyons aussi qu'il y a place pour une attitude soucieuse d'équilibre face au nationalisme québécois. Ni dénigrement ni approbation inconditionnelle. Il faut être pour le nationalisme québécois, pour ce qu'il porte d'avenir, et contre ce qui le retient en arrière. La dévotion politique et le fanatisme des uns comme l'antinationalisme buté des autres sont les deux attitudes qui obstruent la pensée libre et l'interprétation sincère, car chacune à sa façon appelle la censure.

Le nouveau nationalisme n'est pas seulement à défendre contre ses adversaires fédéralistes, il est aussi à défendre en son propre sein et doit être sans cesse mis en garde contre ses propres éléments de réaction et de décomposition. En 1980, Pierre Vadeboncoeur (*To be or not to be...*, Hexagone) critiquait le néo-nationalisme québécois en ces termes: «le néo-nationalisme québécois n'est pas encore à la mesure de l'histoire. Il est hanté par le court terme. Tout se passe comme s'il lui fallait une victoire rapide et même facile (...) Le nationalisme québécois, dans sa pensée, n'est pas encore constitué envers et contre tout, profondément et dans tout le peuple».

Le néo-nationalisme a pris un coup de vieux depuis 1980. Son avatar le plus grave est le dessèchement. Il doit non seulement gagner en étendue, mais également en profondeur. Il faut qu'il s'établisse sur une base vraiment et

profondément historique, pas seulement sur une base épisodique. Il lui faut toujours une doctrine de la durée. C'est dans cet esprit que notre numéro de l'automne 1996 (vol. 5, no. 1) portant sur l'enseignement de l'histoire au Québec et la critique du rapport Lacousière voulait ouvrir un débat important sur l'histoire nationale. Dans une entrevue accordée au journaliste du *Devoir*, Paul Cauchon, le 21 décembre 1996 («La bataille de la mémoire»), madame Micheline Dumont, parlant au nom de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, «balaye du revers de la main tout le débat actuel entre certains historiens sur la place à accorder dans les écoles à une histoire qui serait ou non «nationale». Le vrai débat, dit-elle, c'est comment va-t-on dégager du temps dans la grille-matière pour enseigner l'histoire, et qui aura le courage de le faire. C'est la seule vraie question». Pour bien s'assurer que cette question ne soit pas discutée, la présidente du Conseil d'administration de l'Institut d'histoire de l'Amérique française va jusqu'à écrire au secrétaire de la «Coalition pour la promotion de l'histoire au Québec» pour l'inviter à faire taire les débats qualifiés d'idéologiques et de nocifs pour la cause de l'histoire.

Pour notre part, nous croyons pertinents les débats ouverts et démocratiques. C'est dans cet esprit que nous entendons maintenir notre section «débat» du *Bulletin* et que nous continuerons d'organiser nos soupers-causeries du premier lundi du mois et des débats sur des sujets controversés, n'en déplaise à l'institut cinquantenaire.

Robert Comeau
Gordon Lefebvre

Erratum

Dans le vol. 5 no. 2, page 120, il faut lire : Robert Gagnon, Université du Québec à Montréal (et non à l'Université d'Ottawa). Nos excuses à l'auteur.